



Pays de la Loire

Revenu agricole 2006 : une embellie de 11 % en Pays de la Loire

En Pays de la Loire, le revenu net des actifs agricoles non salariés s'est amélioré en 2006 de 11 % en termes réels par rapport à 2005, soit 13 % en euros courants. Ce redressement du revenu agricole rompt avec la tendance baissière observée depuis 2002 dans la région. Cependant, son évolution reste insuffisante de cinq points pour retrouver le niveau français, depuis le décrochage intervenu en 2003. Ces bons résultats s'expliquent avant tout par l'évolution favorable des prix des produits agricoles. La hausse des prix agricoles dans la région est de 4,4 % en moyenne en 2006 par rapport à 2005. Elle porte sur la plupart des grands produits, notamment les céréales qui bénéficient d'une conjoncture mondiale favorable. L'évolution des coûts de production est également modérée en 2006 malgré l'envolée des prix du pétrole (+11 % entre 2005 et 2006).

La hausse du revenu par actif non salarié en 2006 concerne les cinq départements ligériens. Elle est particulièrement marquée en Sarthe et en Vendée, un peu moins en Maine-et-Loire, et nettement moins en Mayenne et Loire-Atlantique. L'hétérogénéité de ces augmentations résulte des spécificités différentes de chaque département.

Tirée par des cours favorables, la valeur des céréales progresse de 15,6 %

En 2006, la valeur régionale de l'ensemble des produits végétaux hors subventions enregistre une progression de 5,1 %. Cette évolution combine une envolée des prix de la plupart des productions de ce secteur, 8,3 % en moyenne, contrebalancée par un retrait de 3 % des volumes récoltés. La culture de céréales qui pèse pour 8,5 % dans l'ensemble de la production régionale s'affiche dans cette tendance. Les récoltes de céréales sont inférieures de près de 5 % à celles de 2005. Ainsi celle de blé tendre, principale céréale cultivée dans les Pays de la Loire, est en retrait de 7,8 % mais accuse la plus forte évolution de prix avec +25,1 %. La production de maïs-grain quant à elle, perd 5,8 % par rapport à 2005 sous l'effet conjugué d'une réduction de 10 % des surfaces emblavées et d'une baisse de rendement de 5,2 %. L'augmentation de 19 % du prix du maïs-grain payé aux producteurs compense largement le repli de la récolte.

La chaleur et la sécheresse des mois de juin et juillet ont affecté les rendements de la plupart des productions de la région. Ces rendements en baisse ont créé

un contexte favorable au maintien des prix à un niveau particulièrement élevé. Par ailleurs, la baisse des récoltes mondiales (Australie, Etats-Unis) et la faiblesse des stocks mondiaux alimentent le niveau élevé du prix des céréales. La demande ne cesse de s'accroître pour les besoins énergétiques (production de l'éthanol) et pour la fabrication d'aliments pour les animaux.

Les baisses de surfaces en maïs-grain ont bénéficié à la culture de colza. Avec 51 800 hectares, les ensemencements de colza continuent de progresser : +21,7 % en 2006 en conséquence du développement attendu de la filière bio-carburant. Les surfaces destinées à cette filière représentent 47 % de la sole totale de colza. Mais les rendements (27 q/ha) chutent de 27 % par rapport aux bons résultats de 2005. Le repli de 12,6 % de

la récolte s'est accompagné d'une progression de 11,3 % du prix.

Bonne reprise des prix en arboriculture fruitière

Les vergers de pommes et de poires comptent pour 2,7 % de la valeur de la production régionale. La récolte de fruits diminue de 11,1 % suite aux plans successifs d'arrachages de pommiers. Ainsi un quart des surfaces de pommiers a été arraché depuis 2000. En contrepartie, leurs prix se redressent de 19,6 % en 2006 après deux années de baisse.

Les volumes de légumes produits sont dans l'ensemble en baisse de 10,7 % par rapport à 2005. En revanche leurs prix augmentent de 2,3 %, abstraction faite de l'envolée de 47,3 % du prix des pommes de terre. Selon les productions, les bilans sont contrastés. Ainsi, sur l'année

Le revenu agricole progresse moins en Loire-Atlantique et en Mayenne

	Revenu net moyen d'entreprise agricole par actif non salarié en €	Evolution 2006/2005 du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en %		Contribution du département au revenu net d'entreprises agricoles de la région en %
		en termes réels (Hors inflation)	en € courants (Avec inflation)	
France	20 790	16,1	18,7	-
Pays de la Loire	18 900	10,9	13,4	100
Loire-Atlantique	18 472	7,2	9,7	18
Maine-et-Loire	18 714	12,3	14,9	24
Mayenne	18 309	8,7	11,2	21
Sarthe	18 827	14,6	17,2	14
Vendée	20 415	14,3	16,8	23

Source : Agreste - Comptes provisoires de l'agriculture 2006

2006, si la production de tomates s'accroît de 6,2 %, la production de poireaux s'effrite de 6 %. La période caniculaire de l'été a stimulé la consommation de tomates relançant leur cours et défavorisé la demande de poireaux, entraînant la baisse de leur prix.

La viticulture qui pèse pour plus de 5 % dans la production régionale connaît une stabilité de la production revendiquée en AOC et une baisse de 12 % des vins de pays et de table. Concernant les cours, ils sont généralement à la baisse quelles que soient les appellations. Le prix du Cabernet d'Anjou, la référence du vignoble, perd 1 % par rapport à 2005, celui du Saumur-Champigny 7 % mais celui du Muscadet gagne 3 %. Globalement dans la région, les rosés de Loire ont le vent en poupe et le Muscadet peine à s'apprécier sur les marchés.

La valeur de la production animale, hors subvention, n'accuse qu'un léger retrait de 0,8 % par rapport à l'année dernière. En effet, l'ensemble des produits animaux recule en volume de 2,7 % par rapport à 2005 mais demeure soutenu par les prix (+2 %). L'augmentation de prix concerne quasiment toutes les catégories d'animaux. Ainsi, la production de gros bovins viande progresse en valeur de 3,9 % grâce à la bonne tenue des cours (+5,4 %) stimulée par une demande dynamique et une offre européenne limitée. Le prix des veaux se redresse également de 15,2 % après l'importante baisse de 2005 tandis que le volume de production se replie de 5,7 %. L'amointrissement de 2 % du cheptel laitier en 2005 explique cette réduction du nombre de veaux.

Une production laitière malmenée

L'année 2006 est profitable aux éleveurs de bovins viandes (veaux et gros bovins). En revanche, elle l'est beaucoup moins aux producteurs de lait de vache. La collecte de lait accuse une baisse de 5,1 % par rapport à 2005, jamais égalée dans la région, tandis que les prix du lait continuent à se replier (-2,7 % en 2006) pour la cinquième année consécutive. Cependant cette année, le contexte est un peu plus favorable aux éleveurs laitiers. En effet, ils bénéficient de la revalorisation de l'Aide directe laitière (ADL) qui est totalement découplée en 2006. Celle-ci, maintenant intégrée dans les paiements uniques, a plus que compensé la

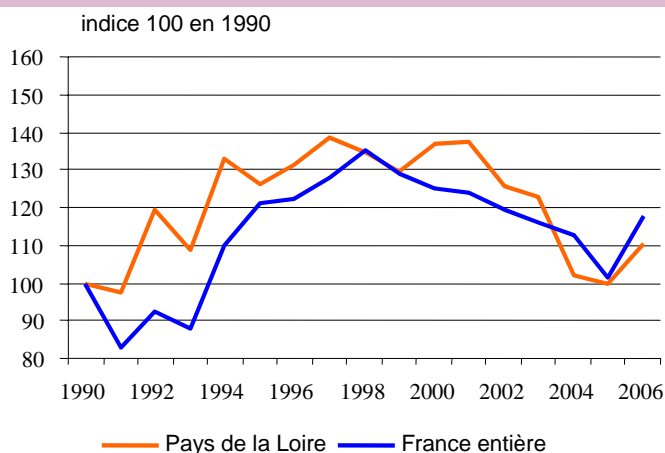
contraction de 2,7 % du prix payé au producteur. Ce dernier reste largement subordonné à l'évolution des marchés, notamment la baisse du prix d'intervention sur le beurre et les poudres de lait. Le revenu des éleveurs laitiers augmente en moyenne de 3 %, hors inflation, alors que celui des céréaliers augmente de 35 % par rapport à 2005. Cela explique que les départements plutôt laitiers comme la Loire-Atlantique et la Mayenne connaissent des évolutions de revenu plus modestes que les autres départements, respectivement +7,2 % et +8,7 %.

L'évolution du marché des produits laitiers impacte inévitablement celle du revenu agricole de la deuxième région productrice de lait. En effet, le lait représente 16 % de la production agricole régionale, contre 12 % au niveau natio-

nal. Les élevages laitiers connaissent des années difficiles depuis 2002. La baisse régulière des livraisons de lait n'a pas réussi à limiter l'évolution négative des prix du lait : près de -3 % en moyenne annuelle entre 2001 et 2006. L'instauration en 2004 et 2005 de l'Aide directe laitière n'a compensé qu'à peine les pertes liées au prix du lait.

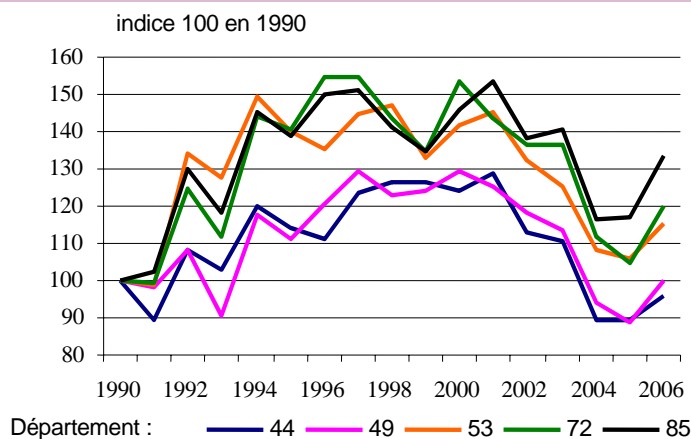
Les élevages de porcs ont été portés par l'effet d'aubaine de la crise aviaire renforçant la demande. La valeur de la production progresse de 6,1 % grâce à l'amélioration de 5,8 % du prix du porc, pour la troisième année consécutive. En revanche, les élevages avicoles restent dans une situation difficile compte tenu de la relance de la crise aviaire en février 2006 suite à la découverte d'un

Evolution du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels en France et dans les Pays de la Loire



Source : Agreste - Comptes provisoires de l'agriculture 2006

Evolution du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels dans les départements des Pays de la Loire



Source : Agreste - Comptes provisoires de l'agriculture 2006

Les spécificités de productions départementales expliquent les différences de revenu

Répartition du nombre d'UTANS* par orientation de production (OTEX) en 2006

en %	Grandes cultures	Maraîchage et horticulture	Vin	Bovins lait et mixte	Bovins viande et autres herbivores	Granivore	Polyculture et polyélevage
Loire-Atlantique	2,6	8,0	11,2	44,3	11,4	4,2	18,3
Maine-et-Loire	9,4	8,7	11,6	22,6	14,3	4,6	28,9
Mayenne	2,6	1,4	0,0	57,0	6,9	2,8	29,3
Sarthe	14,8	3,5	0,4	18,5	10,5	3,0	49,4
Vendée	10,5	3,0	0,7	17,5	23,0	10,0	35,3
Pays de la Loire	7,6	5,0	5,1	32,5	13,5	5,1	30,9

UTANS* : unité de travail des actifs non salariés.

Lecture : 57,0 % des UTANS de la Mayenne sont situés dans les exploitations orientées « Bovins lait et mixte » (OTEX 41 ou 43) en 2006

Source : Agreste - Comptes provisoires de l'agriculture 2006

cas dans un élevage de l'Ain. La production de volailles baisse de 2,9 % en volume. Celle des œufs est moins impactée avec une baisse de 1,1 % liée à la diminution des mises en place de poulettes pondeuses. Le prix des volailles, souvent fixé par contrat, reste stable et celui des œufs augmente de 2,9 %. Au total, la valeur des productions avicoles recule de 2,1 %.

Subventions en légère hausse après le découplage des aides

La valeur de la production au prix de base, qui comprend les subventions sur les produits, décroît de 5,6 % en 2006 par rapport à 2005. Cette baisse est un peu plus prononcée sur les produits végétaux (-6,5 %) que sur les productions animales (-5,8 %). Les subventions sur les produits passent de 650 millions d'euros en 2005 à 211 millions en 2006. En effet, la mise en œuvre de la PAC se traduit à partir de 2006 par le découplage partiel des aides directes qui étaient liées aux surfaces ou au cheptel. Elles sont désormais remplacées par le versement du paiement unique à l'exploitation (voir encadré). Ainsi les subventions d'exploitations, qui comprennent les droits à paiement unique (DPU), passent de 102 millions d'euros à 571 millions. Globalement le montant total des subventions versées à l'agriculture ligérienne atteint 782 millions d'euros, soit 4 % de plus qu'en 2005.

Le taux de soutien à la production, défini comme le rapport des subventions sur l'ensemble des montants perçus par les agriculteurs (valeur de la production + ensemble des aides) s'établit à 12,7 %

contre 12,4 % en 2005. Il reste par conséquent comparable avant et après le découplage des aides.

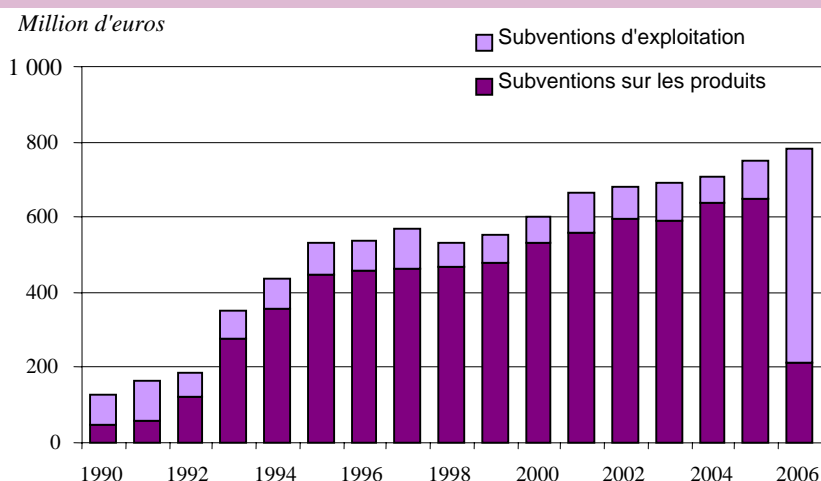
Evolution contenue du poste « intrants » grâce à la réduction des apports

La valeur des consommations intermédiaires reste quasiment stable en 2006 (+0,4 %). Elle atteint en 2006 un total de 3,8 milliards d'euros, soit 66 % de la production régionale, contre 59 % au niveau national. Dans la région, le prix de l'ensemble des intrants s'accroît de près de 3 %, après une stabilité en 2005, tandis que les volumes se rétractent de 3,4 %. Le prix des produits énergétiques s'accroît de 10,7 % du fait de la forte montée du prix du fioul domestique, première source d'énergie consommée par les agriculteurs. Les achats d'engrais diminuent de 12 % en

volume pour des raisons agronomiques mais également économiques. En effet, leurs prix continuent d'augmenter, de 7,2 % en 2006, pour la troisième année consécutive. Les dépenses en aliments pour animaux, qui constituent le principal poste des dépenses des agriculteurs restent quasiment stables en 2006. Cette stabilité en valeur cache également une hausse de prix résultant essentiellement de la hausse des cours des céréales et des oléagineux. Parallèlement, les quantités achetées reculent du fait de la réduction des cheptels dans les élevages de volailles et de bovins.

Le redressement substantiel du revenu net d'entreprise agricole bénéficie également cette année d'un allègement des impôts et taxes de 2,6 % et d'un recul des charges salariales et des intérêts sur emprunts respectivement de 2,6 % et 1,2 %. ■

Evolution de la répartition des subventions entre 1990 et 2006



Source : Agreste - Comptes provisoires de l'agriculture 2006

Le nouveau régime des aides agricoles : mise en place du paiement unique en 2006

La réforme de la Politique agricole commune de 2003 instaure le principe du « découplage » des aides : le versement des aides devient indépendant des choix de production de l'agriculteur et des quantités produites et il est soumis au respect des normes environnementales.

L'accord de Luxembourg laisse néanmoins aux Etats membres la possibilité de maintenir « couplée » une partie des aides. La France a choisi cette option et applique la réforme depuis 2006.

Le découplage se traduit par le remplacement de subventions liées à la surface ou au cheptel par le versement d'un paiement unique à l'exploitation. Le droit à paiement unique (DPU) est assis sur des références historiques, fonction des subventions sur les produits antérieurement perçues.

Dans les comptes, les aides qui restent « couplées » sont classées en subventions sur les produits, alors que le paiement unique est classé en subventions d'exploitation.

Le paiement unique de 2006 compense la partie découplée des aides 2005. Il intègre aussi l'aide au gel des terres, déjà classée en subvention d'exploitation, ainsi que la revalorisation de l'aide directe laitière et une nouvelle aide à la betterave sucrière, qui compense partiellement la baisse des quantités et du prix minimal garanti. Globalement le montant total des subventions à la branche agriculture reste comparable avant et après la réforme.

La production au prix de base est évaluée avec les subventions sur les produits. Le découplage induit donc une diminution en valeur de la production au prix de base et de la valeur ajoutée. Il n'y a en revanche pas d'impact comptable sur le résultat agricole net ni sur le revenu net d'entreprise agricole, qui intègrent l'ensemble des subventions.

La réforme des comptes

Depuis 2006, le SCEES n'établit plus de comptes départementaux complets de l'agriculture. Seule une évaluation de la valeur de la production est effectuée à ce niveau géographique mais il n'y a plus de donnée sur les coûts de production et autres charges par département. Néanmoins, afin de retracer les disparités au sein des régions, le SCEES a mis au point un **indicateur du revenu départemental**. Il s'appuie sur les résultats du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) par région et catégorie d'exploitations, pondérés par la structure de production propre à chaque département.

Ces indicateurs départementaux du revenu sont cohérents avec l'évolution du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié des comptes régionaux.

Le **revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié** (RNEA par UTANS) s'apparente au Résultat courant avant impôts (RCAI) de la comptabilité d'entreprise. Il finance la rémunération des exploitants et leurs cotisations sociales.

Définitions

Les évolutions mesurées en **termes réels** correspondent aux évolutions à prix courant divisées par l'indice de prix du produit intérieur brut (PIB).

Le **prix de base** auquel est valorisée la production, est égal au prix du marché auquel vend le producteur plus les subventions sur les produits qu'il perçoit, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.

Les subventions à l'agriculture sont scindées en deux types :

- Les **subventions sur les produits** comprennent la part des aides qui reste couplée à la production ;
- Les **subventions d'exploitation** comprennent notamment les paiements uniques issus de la réforme PAC, les aides pour calamités agricoles et les contrats d'agricultures durables.

La **consommation de capital fixe** mesure la dépréciation annuelle liée à l'usure et l'obsolescence du capital, lequel est évalué à son coût de remplacement.

Le **résultat agricole net** correspond à la valeur ajoutée nette au coût des facteurs (valeur ajoutée nette + subventions d'exploitation – autres impôts sur la production dont impôts fonciers). Si son évolution est rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel total (en équivalent temps plein), on obtient l'évolution du résultat agricole net par actif non salarié.

Le **revenu net d'entreprise agricole** (RNEA) est égal au « résultat agricole net – salaires – cotisations sociales sur les salaires – intérêts versés – charges locatives nettes ». Si son évolution est rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel total (en équivalent temps plein), on obtient l'évolution du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié.



**Direction régionale et départementale
de l'agriculture et de la forêt
Pays de la Loire et Loire-Atlantique**

Service régional de l'information
statistique et économique

12, rue Menou - 44035 NANTES CEDEX 1

Tél. : 02 40 12 36 48 - Fax : 02 40 12 36 43

Mél : srise.drda44-pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr

Site internet : www.drda44-pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : I. Nuti

Rédacteur en Chef : P. Millon

Rédaction : S.Paven

Impression : SRISE à NANTES

Composition : A. Touchard

Dépôt légal : à parution

ISSN : 1956 - 7499

Prix : 2,5 €

Le compte régional de l'agriculture pour les Pays de la Loire 2006

	Valeurs en millions d'€ courants	Evolution 2006/2005 en %			Valeurs en millions d'€ courants
	2005	volume	prix	valeur	2006
Céréales	396,4	-4,8	21,4	15,6	458,2
Oléagineux	44,2	-12,6	11,3	-2,7	43,0
Plantes fourragères	553,3	1,7	3,6	5,3	582,5
Légumes frais et pommes de terre	308,5	-10,8	5,3	-6,0	289,9
Horticulture	239,8	0,2	5,0	5,1	252,1
Vins d'appellation et autres vins	269,4	2,7	0,8	3,5	278,7
Fruits	138,7	-11,1	19,6	6,3	147,5
Autres produits végétaux	25,8	-12,0	6,1	-6,7	24,1
Total productions végétales (1) (hors subventions)	1 976,2	-3,0	8,3	5,1	2 076,1
Subventions sur les productions végétales (2)	335,0			-75,0	83,9
Gros bovins	808,6	-1,4	5,4	3,9	840,0
Veaux	138,2	-5,7	15,2	8,6	150,1
Porcins	334,8	0,3	5,8	6,1	355,3
Volailles et œufs	877,6	-2,6	0,5	-2,1	859,2
Ovins et caprins	21,4	-1,5	1,9	0,3	21,5
Lait et produits laitiers de vache	948,0	-5,1	-2,7	-7,6	875,9
Autres produits animaux	191,4	-0,4	1,3	0,8	192,9
Total productions animales (3) (hors subventions)	3 319,9	-2,7	2,0	-0,8	3 294,9
Subventions sur les productions animales (4)	314,6			-59,5	127,5
Activité de travaux agricoles et autres services (5)	361,3	0,1	2,8	2,9	371,8
Production totale au prix de base (6)=(1)+(2)+(3)+(4)+(5)	6 307,1	-2,7	-3,0	-5,6	5 954,0
Consommations intermédiaires (7)	3 801,1	-2,9	3,4	0,4	3 816,1
dont aliments pour animaux	1 653,9	-3,8	3,6	-0,4	1 647,4
engrais et amendements	223,0	-12,1	7,2	-5,8	210,1
produits pétroliers	208,8	-2,0	10,7	8,5	226,5
Valeur ajoutée brute (8)=(6)-(7)	2 506,1	-2,3	-12,7	-14,7	2 137,9
Consommation de capital fixe (9)	743,0			3,1	766,1
Valeur ajoutée nette (10)=(8)-(9)	1 763,0			-22,2	1 371,8
Subventions d'exploitation (11) <i>dont Droit à paiement unique (DPU)</i>	102,2			458,7	571,1 501,1
Impôts fonciers et impôts liés à la production (12)	107,3			-2,6	104,5
Résultat agricole (valeur ajoutée nette au coût des facteurs) (13)=(10)+(11)-(12)	1 758,0			4,6	1 838,5
Salaires et cotisations sociales (14)	545,5			-2,6	531,5
Intérêts et fermages nets (15)	320,3			-1,2	316,6
Résultat brut d'entreprise agricole (17)=(13)+(9)-(14)-(15)	1 635,3			7,4	1 756,5
Résultat net d'entreprise agricole (RNEA) (18)=(13)-(14)-(15)	892,3			11,0	990,4
Résultat net d'entreprise agricole par actif non salarié	16 663,3			13,4	18 899,3

Source : Compte de la Nation

Avertissement : les valeurs ajoutées brute et nette baissent en prix et en valeur du seul fait du découplage des aides et du mode d'enregistrement des subventions dans les comptes nationaux.

PRODUCTION DE LA BRANCHE AGRICULTURE HORS SUBVENTIONS y compris production des activités secondaires des exploitations

en millions d'euros	Loire-Atlantique				Maine-et-Loire				Mayenne				Sarthe				Vendée			
	valeur		évolutions en %		valeur		évolutions en %		valeur		évolutions en %		valeur		évolutions en %		valeur		évolutions en %	
	2006	volume	prix	valeur	2006	volume	prix	valeur	2006	volume	prix	valeur	2006	volume	prix	valeur	2006	volume	prix	valeur
Céréales	55,59	0,7	22,0	22,9	94,44	-0,4	21,6	21,1	75,56	-8,8	23,4	12,6	105,53	-9,7	22,2	10,4	127,04	-3,7	19,4	15,0
Oléagineux	6,03	23,0	12,9	38,9	8,25	-13,9	9,6	-5,7	6,30	-18,7	14,8	-6,7	13,74	-21,0	11,9	-11,6	8,67	-9,3	8,6	-1,5
Plantes fourragères	125,34	1,5	8,1	6,5	115,81	32,2	-22,1	3,0	129,58	-11,1	18,9	5,7	74,90	-21,1	28,3	1,3	136,88	3,1	4,9	8,1
Légumes frais, pommes de terre	114,44	-2,0	1,1	-0,9	93,13	-21,9	4,4	-18,5	3,71	-32,5	33,5	-10,0	19,15	-51,8	5,0	-49,4	59,51	40,8	14,6	61,4
Horticulture	28,24	-5,5	4,8	-1,0	184,73	1,0	4,9	6,0	7,49	0,7	4,5	5,2	14,95	0,3	7,2	7,5	16,71	0,8	4,1	5,0
Vins d'appellation et autres vins	94,14	4,9	4,2	9,3	178,26	1,9	-0,8	1,0	0,00	nc	nc	nc	0,91	-84,0	-3,2	-84,5	5,43	481,3	-2,7	465,6
Fruits	14,73	10,1	19,5	7,4	65,63	-9,4	22,3	10,7	11,67	-19,0	9,1	-11,7	28,52	1,6	19,1	21,0	26,96	-21,6	18,8	-6,8
Autres produits végétaux	1,29	-7,2	12,6	3,2	7,98	-11,2	6,3	-5,7	1,85	-18,5	10,8	-9,8	9,31	-10,1	3,2	-7,2	3,68	-16,6	9,2	-8,9
TOTAL PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES	439,80	0,4	7,0	6,7	748,23	1,1	1,1	2,2	236,16	-11,2	19,3	5,9	267,01	-19,3	19,7	-3,4	384,88	3,6	11,7	15,7
Gros bovins	144,09	-9,6	5,3	-4,6	167,98	2,1	5,4	7,6	182,00	2,6	5,1	7,8	100,21	2,6	5,3	8,0	245,73	-3,1	5,7	2,4
Veaux	24,45	-6,2	19,6	12,2	44,46	-5,6	14,4	8,0	29,64	-5,6	14,4	8,0	15,80	-5,6	14,4	8,0	35,78	-5,6	14,4	8,0
Porcins	64,51	-2,8	5,9	2,9	71,34	-1,1	5,8	4,6	96,51	1,8	5,8	7,7	65,79	4,9	5,7	10,9	57,12	-1,9	5,8	3,8
Volailles et œufs	108,07	-0,8	0,3	-0,4	192,31	-1,5	0,4	-1,2	81,72	-2,9	0,2	-2,7	183,99	-2,9	1,1	-1,8	293,09	-3,7	0,4	-3,3
Ovins et caprins	4,23	-2,1	1,2	-0,9	4,71	-1,7	1,7	0,0	2,31	-2,1	0,9	-1,3	2,72	-2,2	1,5	-0,7	7,49	-0,7	2,7	2,0
Lait et produits laitiers de vache	216,16	-4,4	-2,1	-6,4	163,31	-5,8	-2,3	-8,0	259,95	-2,5	-2,9	-5,3	107,01	-4,0	-3,4	-7,3	129,47	-10,8	-3,0	-13,5
Autres produits animaux	15,28	-0,6	1,3	0,7	30,43	-0,9	1,3	0,4	9,65	-0,8	1,2	0,3	10,05	-1,9	1,3	-0,6	127,51	-0,2	1,3	1,1
TOTAL PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES	576,79	-4,8	1,9	-3,0	674,54	-2,0	2,3	0,3	661,78	-0,8	1,6	0,8	485,57	-1,2	1,9	0,7	896,19	-4,2	2,3	-2,0
PRODUCTION TOTALE DE BIENS	1 016,59	-3,0	4,1	1,0	1 422,77	-0,4	1,7	1,3	897,94	-3,4	5,7	2,1	752,58	-7,8	7,6	-0,8	1 281,07	-2,1	4,9	2,7
PRODUCTION TOTALE DE SERVICES	57,96	0,1	2,8	2,9	86,31	0,1	2,8	2,9	78,48	0,1	2,8	2,9	49,45	0,1	2,8	2,9	99,56	0,1	2,8	2,9
TOTAL PRODUCTION hors subventions en 2006	1 074,55	-2,8	4,0	1,1	1 509,08	-0,3	1,8	1,4	976,42	-3,1	5,5	2,2	802,03	-7,3	7,3	-0,6	1 380,63	-1,9	4,8	2,7

Source : Compte de la Nation